

## CHAMBRE DES COMMUNES

Le jeudi 29 mai 1986

La séance est ouverte à 11 heures.

### AFFAIRES COURANTES

[Traduction]

#### LES COMITÉS DE LA CHAMBRE

##### LOI DE L'IMPÔT SUR LE REVENU—PRÉSENTATION DU RAPPORT DU COMITÉ LÉGISLATIF

**L'hon. J. Robert Howie (York—Sunbury):** Monsieur le Président, à titre de président du comité législatif sur le projet de loi C-109, tendant à modifier la Loi de l'impôt sur le revenu, j'ai l'honneur de faire rapport du projet de loi à la Chambre, dans les deux langues officielles. Le comité a étudié le projet de loi et convenu d'en faire rapport sans propositions d'amendement.

[Français]

##### COMITÉ DE SÉLECTION—PRÉSENTATION DES 36<sup>E</sup> ET 37<sup>E</sup> RAPPORTS DU COMITÉ PERMANENT

**M. Scott Fennell (Ontario):** Monsieur le Président, j'ai l'honneur de présenter les trente-sixième et trente-septième rapports du Comité de sélection.

Si la Chambre y consent, j'ai l'intention de proposer l'adoption du trente-septième rapport plus tard aujourd'hui.

[Note de l'éditeur: Voir les Procès-verbaux d'aujourd'hui au sujet du rapport précité.]

\* \* \*

[Traduction]

#### PÉTITIONS

##### ON DEMANDE LE RÉTABLISSEMENT DU PROGRAMME KATIMAVIK

**L'hon. Chas. L. Caccia (Davenport):** Monsieur le Président, j'ai l'honneur et le plaisir de soumettre un certain nombre de pétitions, à vous et à la Chambre. Dans un groupe de pétitions qui viennent d'un peu partout, depuis New Glasgow jusqu'à Kamloops, en passant par Fredericton, Toronto et d'autres endroits, les pétitionnaires demandent au Parlement et au gouvernement de reconsidérer la décision de mettre fin au programme Katimavik et de le rétablir à compter du 1<sup>er</sup> juillet de cette année.

[Français]

En même temps, monsieur le Président, j'ai reçu des pétitions de plusieurs citoyens de la province de Québec, dans plusieurs villes, qui demandent humblement au Parlement, à la Chambre des communes que la décision de mettre fin au programme Katimavik soit reconsidérée et que le programme soit relancé à partir du mois de juillet.

### QUESTIONS AU FEUILLETON

**M. Doug Lewis (secrétaire parlementaire du président du Conseil privé):** Monsieur le Président, je suggère que toutes les questions soient réservées.

**M. le Président:** Les questions sont-elles réservées?

**Des voix:** D'accord.

\* \* \*

[Traduction]

#### COMITÉ DE SÉLECTION

##### ADOPTION DU 37<sup>E</sup> RAPPORT DU COMITÉ PERMANENT

**M. Scott Fennell (Ontario):** Monsieur le Président, si la Chambre y consent, je propose, appuyé par M. J. R. Gauthier, que le trente-septième rapport du comité de sélection présenté à la Chambre aujourd'hui soit adopté.

**M. le Président:** Plaît-il à la Chambre d'adopter la motion?

**Des voix:** D'accord.

(La motion est adoptée.)

### ORDRES INSCRITS AU NOM DU GOUVERNEMENT

[Traduction]

#### LA LOI AUTORISANT L'ACQUISITION DE MARINE ATLANTIQUE SCC

##### MESURE VISANT À L'ADOPTION DE LA DITE LOI

**L'hon. Benoît Bouchard (au nom du ministre des Transports)** propose: Que le projet de loi C-88, tendant à autoriser l'acquisition de Marine Atlantique SCC et à prévoir des mesures corrélatives, soit lu pour la 2<sup>e</sup> fois et renvoyé à un comité législatif.

● (1110)

**M. J. M. Forrestall (secrétaire parlementaire du ministre des Transports):** Monsieur le Président, le projet de loi C-88, dont le titre abrégé est Loi autorisant l'acquisition de Marine Atlantique SCC, vise à faire de CN Marine une société d'État distincte portant un nouveau nom, Marine Atlantique SCC. Il s'agit de l'aboutissement d'un projet qui remonte à huit ou neuf ans. On avait déjà envisagé cette possibilité lorsque CN Marine est devenue une société distincte, en 1977.